

LE 30 JUIN ON JOUE LA GAGNE



NOUS CONSTRUISONS L'ESPOIR

À l'heure où nous écrivons ces lignes nous ne savons pas ce qui sortira des urnes .

* Une France haineuse, repliée, raciste, au service de la grande bourgeoisie ?

* ou une France heureuse de partager les richesses et les moments de convivialité, de faire vivre les valeurs de liberté, d'espérance, de solidarité

Mais une chose est sûre, la création d'un nouveau Front Populaire, peut permettre d'échapper au piège tendu par la dissolution et faire gagner la Gauche.

Nous sommes fiers que dans notre ville, l'ensemble des formations politiques de gauche, de nombreuses associations et des syndicalistes aient répondu présent pour constituer le nouveau Front Populaire de Vitry.

La proximité est un atout pour s'inscrire dans la durée et éviter que le nouveau Front Populaire ne soit pas qu'un feu de paille. La diversité des forces engagées est également

une nouveauté qui rappelle ce qui a permis, en 1936, d'inventer les congés payés. Mobilisée, l'opinion publique de gauche peut imposer aux leaders politiques de poursuivre.

À cet égard, nous nous adressons solennellement aux Vitriotes et aux Vitriots, et tout particulièrement aux jeunes : **l'avenir est entre vos mains**. Si demain vous rentrez chez vous et déléguez vos pouvoirs aux seules formations politiques, alors le péril est grand.

Mais si vous décidez de prendre en main le destin de la France, de dire ce que vous pensez, de vous indigner, de vous engager à votre façon, non seulement nous pouvons ensemble gagner l'élection des 30 juin et 7 juillet mais la lumière de ce Nouveau Front Populaire n'est pas près de s'éteindre. C'est le chemin pour qu'en 2027, lors des élections présidentielles, un seul, une seule candidate unisse toutes les voix de l'espérance pour gagner.

PAGE 4: SANOFI MENACE DE LICENCER
LAURENT ZIEGELMEYER,
RÉPOND À NOS QUESTIONS

VITRY-SUR-SEINE NOUVEAU FRONT POPULAIRE



La diversité du Nouveau Front Populaire de Vitry est bien présente, sur le marché du Huit mai (photo), dans les lycées, en bas de chez vous, au porte à porte. Elle se voit aussi dans le nombre d'organisations concernées (ci-dessus).

Avec plus de 11 000 voix, la gauche reste très majoritaire à Vitry. Malgré la perte de 1 776 voix sur les élections présidentielles, l'extrême-droite raciste progresse en pourcentage sur notre ville. Et cela pour une seule raison, c'est l'abstention des catégories populaires. Leur mobilisation le 30 juin peut participer à renverser la table. Alors, aux urnes citoyen·nes.

RÉSULTATS DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES À VITRY

LA FRANCE INSOUMISE - Manon Aubry	6 523	34,1 %
LA FRANCE REVIENT ! Jordan Bardella	3 196	16,7 %
RÉVEILLER L'EUROPE - Raphaël Glucksmann	2 385	12,5 %
BESOIN D'EUROPE - Valérie Hayer	1 833	9,6 %
EUROPE ÉCOLOGIE - Marie Toussaint	1 170	6,1 %
GAUCHE UNIE POUR - Léon Deffontaines	1 047	5,5 %
LA FRANCE FIÈRE - Marion Maréchal	713	3,7 %
LA DROITE - FX Bellamy (LR)	631	3,3 %
VOTANTS	19 515	Participation : 41,8 %

PENSEZ À FAIRE UNE PROCURATION

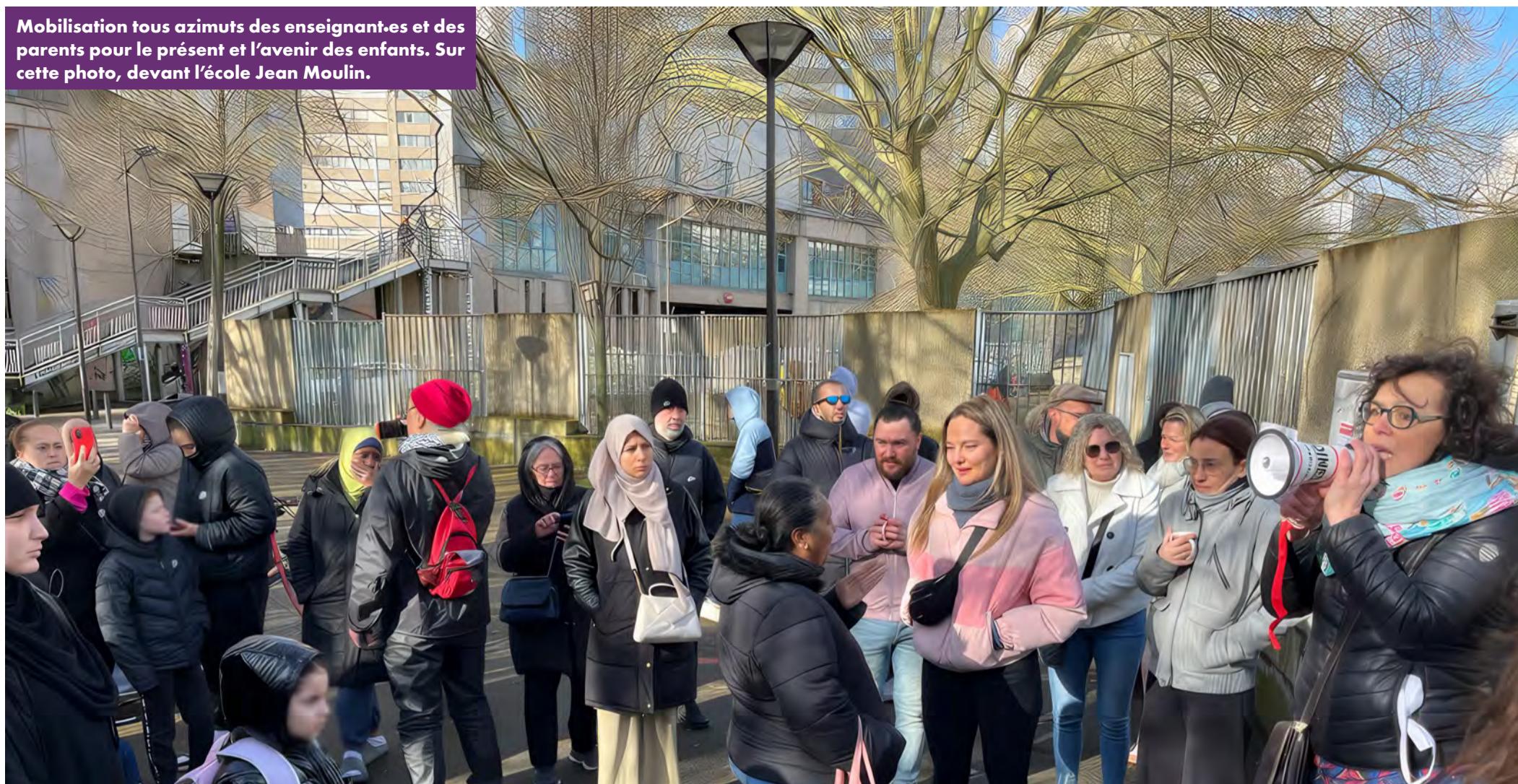
CETTE ÉLECTION EST TROP IMPORTANTE
NE VOUS ABSTENEZ PAS !
VOTEZ !

Si vous êtes absent·e le 30 juin ou le 7 juillet, vous pouvez donner une procuration à une connaissance.

Vous cherchez quelqu'un à qui confier votre procuration ? N'hésitez pas à nous solliciter : vitryrassemble@gmail.com

Toutes les infos utiles sur le site de la ville vitry94.fr/5272/services/etat-civil-reglementation-elections-elections-mode-d-emploi.htm

Mobilisation tous azimuts des enseignant·es et des parents pour le présent et l'avenir des enfants. Sur cette photo, devant l'école Jean Moulin.



POUR RELEVER L'ÉCOLE, LE CHOC DES IDÉES

L'école est épuisée, mise en danger par le rouleau compresseur de la néolibéralisation qui brise le travail de celles et ceux qui s'y engagent ! L'absence de moyens amplifie le défaut de protection des jeunes citoyennes et citoyens. La loi du plus fort économique impose les valeurs de violence dans toute la société et dans le champ éducatif. Il y a urgence à réanimer une république sociale.

Nous avons recueilli des avis d'enseignantes, d'enseignants et de parents d'élèves...

DES CONSTATS DRAMATIQUES

Une réelle perte de chance à cause de postes non pourvus, d'absences non remplacées; une insuffisance de la formation initiale et continue des enseignants; une faiblesse du nombre des AESH; la discrimination accentuée par l'hypocrite « Choc des savoirs », par les réformes successives du lycée... Le premier ministre avait dit à la rentrée « Il y aura un enseignant devant chaque élève ». La réalité est tout autre. L'expertise des enseignants est niée, confisquée. Le gouvernement cherche à transformer les enseignants en exécutants.

À Vitry, toutes les écoles sont concernées par les postes non pourvus et/ou l'insuffisance des remplacements. Voici quelques exemples.

Montesquieu: une classe sans enseignant pendant 7 semaines après un mois de poste non pourvu. Jean Moulin: 196 demi-journées non remplacées et en maternelle, une seule remplaçante pour deux classes! Blaise Pascal: 7 semaines non remplacées. Makarenko: 19 jours de congé paternité non remplacés. Marcel Cachin B: 50 jours non remplacés.

DES PROPOSITIONS ET DES PERSPECTIVES

Pour une école publique, laïque, émancipatrice et égalitaire pour tous.

Arrêter la succession des réformes menées sans concertation, sans étude d'impact et sans évaluation. Imposer une réelle égalité sur le territoire en termes de moyens; Reconnaître et respecter les enseignant·es et les parents aujourd'hui dévalorisés. Organiser une vraie formation pour les enseignants, suivie d'une formation continue adaptée. Consacrer du temps de réflexion et d'échanges sur les enjeux du métier.

Donner une reconnaissance et un salaire qui correspondent aux exigences attendues. Cesser le recrutement de contractuels qui sont placés dans des situations impossibles.

Combler les besoins en RASED complets (réseaux d'aides spécialisés aux élèves en difficulté); en éducatrices et éducateurs spécialisé·es; en infirmier·es scolaires; en AESH (Accompagnantes des élèves en situation de handicap); en remplaçants formés; en CMPP (centres médico-psycho-pédagogiques) avec de meilleures capacités d'accueil; en orthophonistes...

LA NÉCESSITÉ D'AGIR

Des actions sont nécessaires à court et moyen termes car l'école est à bout et ne donne pas les mêmes chances à tous les enfants.

Parents, enseignants, élus et citoyens doivent exprimer une résistance déterminée face aux réformes successives qui menacent l'école de la République et plus largement la cohésion nationale. Il faut opposer au « Choc des savoirs » qui institue en fait le tri des élèves, accentue les inégalités, empêche les solidarités au sein des classes, « un choc des moyens » avec en priorité la baisse des effectifs et lutter contre la suppression des 4 300 postes prévue à la rentrée !

Le gouvernement est sourd malgré toutes les batailles courageusement engagées. Il faut le mettre en demeure d'agir, déposer des recours, porter plainte contre l'État pour perte de chances des élèves. On peut organiser localement des mobilisations devant une école différente chaque semaine, tenir des compteurs d'absence et de non-remplacements.

Faut-il tout bloquer pour être enfin entendus ?

Tri des élèves à l'école, sélection des patients à l'hôpital, recul des droits des usagers partout... Tout cela va à rebours de l'éthique professionnelle des agents publics. Les Services Publics perdent, faute d'ambition et de moyens, leur capacité à tenir ensemble la société.

Des décisions politiques doivent réaffirmer le caractère essentiel et universel des Services Publics pour construire du commun et préparer l'avenir.



Devant l'école Montesquieu, avec Jean-Claude Kennedy (au centre de la photo).



Devant l'Hôtel de ville, avec des élu·es, notamment les conseillers départementaux Hocine Tmimi et Marion Martin.



La Maison de la Vie Associative, place de la Heunière, accueille le service municipal éponyme, le Centre Culturel de Vitry, l'Office Municipal des Sports, l'Office Municipal de la Jeunesse et le Comité de jumelage.

CENTRE CULTUREL DE VITRY

ASSOCIATIONS: POUR LE PARTAGE DES POUVOIRS

L'apport du Centre culturel de Vitry à la vie socioculturelle de notre ville est remarquable et très apprécié. Pourtant, pour la première fois, le pouvoir municipal exprime sa défiance envers le Centre Culturel de Vitry : sa subvention a été amputée de 10 000 € en 2023, de 50 000 € en 2024 et une nouvelle coupe de 50 000 € est annoncée pour 2025. C'est un quart de ses ressources qui lui sont enlevées en 3 ans. La municipalité frappe fort au porte-monnaie du CCV. Cela suscite beaucoup d'émotion parmi les bénévoles.

L'amputation a été votée, sans une seule voix discordante, dans la majorité municipale, alors que le total des subventions municipales aux associations est en légère hausse. Bien sûr, les élus Vitry Rassemblé se sont vivement opposés à cette décision.

La justification donnée : la « remunicipalisation ». En clair : plus de pouvoirs au Maire, moins aux citoyens et aux associations. C'est un recul très regrettable dans l'histoire bientôt centenaire des équipes municipales progressistes de notre ville. Elles ont œuvré avec constance pour faire avancer les pratiques démocratiques, le partage des pouvoirs dans la gestion de la commune, parfois timidement, mais parfois avec audace : ce fut le cas de la décision de confier la gestion du Centre culturel municipal de Vitry aux associations adhérentes. Ce fut aussi le cas avec « Imagine Vitry », l'initiative conduite par Jean Claude Kennedy, maire, pour construire ensemble, à plusieurs milliers de voix, un projet pour Vitry et ses habitants.

Une démarche avec laquelle il est plus que jamais nécessaire de renouer.



Triste petit matin qui voit l'expulsion d'hommes, de femmes et d'enfants scolarisés à Vitry. Certain·es disposent pourtant d'un titre de réfugié.

ÉVACUATION DE CENTAINES DE RÉFUGIÉS À VITRY

ÉMOTION ET CONFUSION

Après l'évacuation de l'immeuble de la rue de Seine, le 17 avril 2024, Yves Loriette, président du comité de Vitry du Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP) adressait une lettre au maire pour dire sa « surprise » devant son absence pour accompagner ces personnes dont l'immense majorité a le statut de réfugié. Il y exprime aussi son « grand étonnement » à la publication du communiqué à double entête de la Préfecture du Val-de-Marne et de la Mairie de Vitry, qui justifie, en des termes sibyllins, cette évacuation.

Amer, Yves Loriette, bénévole des causes humanitaires, souligne que « depuis l'existence du MRAP, c'est la première fois que nous constatons une telle confusion des pouvoirs ». Comme si désormais à Vitry, on appliquait « sans recouvrir, la nouvelle loi asile et immigration ».

Fidèle à son histoire, l'association avance des propositions pour réparer « l'énormité des dégâts causés aux migrants ». L'appel est clair et net : trouver un hébergement provisoire aux personnes qui sont restées en errance à Vitry et faire le maximum pour que les familles dont les enfants y étaient scolarisés puissent être relogées. Sa démarche comme celle de la Ligue des Droits de l'Homme demande une chose simple : que les droits fondamentaux soient respectés.

Depuis, beaucoup de ces réfugié·es sont à la rue. La solidarité s'organise. Plusieurs fois par semaine, des repas sont distribués par les bénévoles. Les parents d'élève accompagnent les familles dans leurs démarches.

Bonne nouvelle, la petite Massandje a vu sa demande d'asile acceptée.



LE BILLET D'HOCINE TMIMI ROBESPIERRE : POURQUOI DÉMOLIR UN IMMEUBLE EN BON ÉTAT, ALORS QUE LA DEMANDE DE LOGEMENT EXPLOSE ?

Pour les habitants du 21, avenue M. Robespierre, du bailleur la Semise, il n'est pas question de partir. Jean-François l'exprime avec émotion « Je n'ai pas envie de quitter mon logement, c'est ma vie : on s'entend bien avec les voisins, mes enfants sont nés ici... Et on nous demande de partir parce que le métro arrive ! C'est injuste ». Dans ce quartier populaire en cœur de ville, la mairie engage un projet de renouvellement urbain, soutenu par l'État. Au nom de la « mixité sociale », le projet pousse les plus démunis loin du centre-ville. Pour Maria, c'est non ! « Au pied de chez nous, il y a des commerces, le Centre de santé, le cinéma... et on nous propose d'habiter loin de tout, dans un appartement plus petit ! » La démolition ne détruit pas seulement des bâtiments, mais des vies ainsi qu'une solidarité et des lieux d'entraide sans égal qui se sont construits peu à peu. On peut confier son enfant, demander un coup de main pour la voiture, se faire dépanner pour du sucre ou de l'huile... Pris au piège des processus de relogement, sans capacité à intervenir sur l'agenda ou les choix, les locataires comme leurs associations sont sidérés. Ils se battent contre la démolition. Ils dénoncent le mépris et l'arrogance de la Semise et de la Municipalité. Ils reprochent l'hérésie écologique du projet. Sans cadre de concertation, sans lieu pour faire entendre leur voix, sans réponse à leurs courriers... les habitants de la résidence se sont organisés en collectif. Inspirée par des expériences réussies dans d'autres villes, leur détermination à défendre leurs droits et leur mode de vie est confortée. Avec eux, nous continuons de refuser de faire de la démolition le préalable de toute opération de rénovation urbaine. J'ai moi-même, comme conseiller départemental, interrogé Pierre Bell Lloch dans un courrier en date du 14 février... sans réponse à ce jour.

SANOFI, UNE INDUSTRIE PAS COMME LES AUTRES



QUESTIONS À
LAURENT ZIEGELMEYER
ANCIEN SYNDICALISTE,
SALARIÉ DE SANOFI
VITRY DEPUIS 1992

EV: Sanofi, 43 milliards de chiffre d'affaires, a annoncé la suppression de 331 emplois dont 288 sur le site de Vitry-sur-Seine, alors que nous manquons de médicaments. Comment expliquer ces licenciements ?

La France a été une puissance pharmaceutique dont SANOFI était un fleuron. Entre patrons et syndicalistes, il y avait des désaccords, mais nous avions en commun l'objectif de produire du médicament et une certaine fierté d'être utile. Depuis une dizaine d'années, la logique financière a pris le dessus sur la stratégie industrielle. La rémunération des actionnaires, 50 % des bénéfices, est devenue la priorité !

EV: Mais s'il n'y a plus de recherche, les actionnaires en pâtiront aussi ?

La logique financière est fondée sur le court terme. La rentabilité s'évalue à 6 mois. La recherche, c'est du temps long. Il faut 9 à 12 ans pour qu'un nouveau médicament arrive sur l'ordonnance d'un malade. Et la recherche avance par tâtonnement, il faut savoir se tromper pour franchir de nouvelles étapes !

EV: Le crédit impôts recherche (CIR) ne favorise-t-il pas l'industrie française ?

Sanofi touche 130 millions par an de CIR. C'est considérable ! Eh bien ! en dix ans, nous sommes passés de 11 à 3 sites de recherche en France, de 7000 salariés à 3 000.

À l'évidence, avec le CIR, la France jette l'argent par la fenêtre.

EV: Comment les salarié·es vivent-ils la situation ?

Nos objectifs de recherche changent sans cesse. Nous sommes passés des

« Blockbusters » à la chimiothérapie puis à l'immunologie. Chaque fois au prix de suppressions d'emplois et de reclassements. Certains en sont à leur cinquième suppression de poste en cinq ans ! Cela déstabilise les équipes. Et surtout, le travail perd son sens.

EV: Les salarié·es sont-ils prêts à se mobiliser ?

288 suppressions d'emplois, c'est énorme. Et c'est sans compter les emplois sous-traités, comme l'entretien, le jardinage, la cantine... Beaucoup de Vitriote·s perdront leur travail si nous ne parvenions pas à inverser la situation. Mais j'ai bon espoir car l'ambiance est

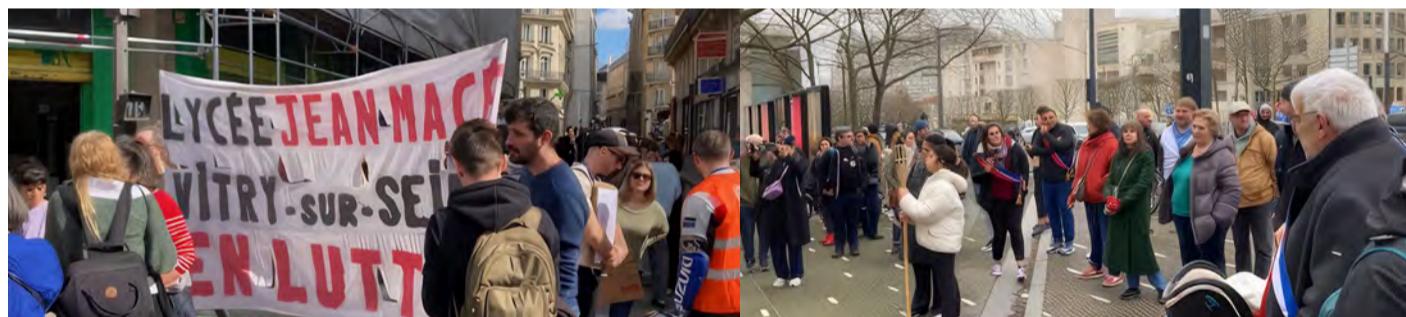
combattive, les assemblées générales sont massives. Et nous avons beaucoup de soutiens. Et si la population nous rejoint alors nous serons très forts.

EV: Comment libérer SANOFI de la course au profit ?

Le médicament est un élément de la chaîne de soin, il doit répondre aux besoins des patients. Parce qu'il est d'intérêt public, il doit être sous contrôle de l'Etat. Personnellement, je pense que le meilleur moyen est la nationalisation. Mais aussi en tirant parti de l'expérience de 1981. Pour être efficace la nationalisation doit associer rupture avec la logique de marché et véritable révolution démocratique.



COUP D'OEIL SUR L'ACTIVITÉ DES ÉLU·ES VITRY RASSEMBLÉ, LA GAUCHE COMMUNISTE, ÉCOLOGISTE ET CITOYENNE
SUIVEZ NOS ACTIONS ET NOS PRISES DE POSITION SUR ESPRITVITRY.FR



Avec les élèves, leurs parents et les profs pour défendre l'Éducation Nationale.



Dans la rue, pour soutenir vos luttes.



Dans les marchés. Jean-Claude Kennedy présente le livre d'Hocine Tmimi, « Français, tout simplement ».



En bas de chez vous. Pour vous écouter et défendre le logement social.



Hôtel de ville mercredi 12 juin. Vos élu·es sont présent·es !!! Hocine Tmimi s'adresse aux participant·es.



JEAN-CLAUDE
KENNEDY



PHILIPPE BEYSSI
PRÉSIDENT DU GROUPE



CANELLE CIRANY



HOCINE TMIMI
CONSEILLER
DÉPARTEMENTAL



MICHEL LEPRETRÉ
PRÉSIDENT DE GOSB



ELSA KACZMAREK

ISABELLE LORAND



FRANCESCO PORPIGLIA



CÉCILE
VEYRUNES-LEGRAIN

**CE QUI NOUS FERAIT TRÈS PLAISIR:
RECEVOIR PLEIN DE COMMENTAIRES ET D'IDÉES
DONNEZ-NOUS VOTRE AVIS !**



PAR COURRIER

Vitry Rassemblé
BP 50041, 94401 Vitry Cedex

PAR MAIL

vitryrassemble@gmail.com



Vous le savez, nous ne sommes pas un parti politique. Nous ne bénéficions donc d'aucune aide publique. Seuls vos dons, qu'ils soient gros ou petits, nous permettent de faire vivre la démocratie.

Faites un don par chèque à l'ordre de A. CanacosmanfiVitryrassemble
Les dons donnent droit à une réduction d'impôts égale à 66 % du montant des dons (un don de 10€ vous coûte 3,33 €)
Ces dons sont défiscalisables selon les modalités de la loi du 11 mars 1988 art 11-4 et 11-5

Vitry Rassemblé BP 50041, 94401 Vitry Cedex